

Communiqué Front de Gauche Médias : nausée avec le système médiatique dominant !

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 13 janvier 2014

Le système médiatique est-il devenu fou et franchi une nouvelle étape ?

Il suffit qu'une publication à scandale publie de prétendues photos d'une prétendue liaison du Président de la République, pour que l'ensemble des médias reprenne cette prétendue information et lui donne un écho démultiplié.

Avec quelle vérification des sources et quelle hiérarchie de l'information ?

Il suffit qu'un Ministre de l'intérieur se lance dans une vaste opération de communication pour faire du « buzz » autour de sa petite personne pour que l'ensemble de la presse l'invite à s'exprimer.

Qu'importe que le jugement du Conseil d'Etat à propos de l'interdiction du spectacle de Dieudonné ait mérité d'être examiné de près pour en expliquer toutes les approximations et toutes les faiblesses juridiques, le dit Ministre est présenté comme le grand vainqueur de l'opération.

Certes, le système médiatique peut se justifier du traitement des prétendues liaisons du Président de la République en mettant en avant la politique de communication abusive des politiques eux-mêmes.

Certes, l'ignoble « humoriste » ne mérite que mépris et les idées nauséabondes qu'il véhicule doivent être combattues sans concession ; mais que le jugement du Conseil d'Etat n'ait pas été plus analysé en dit long sur les dérives de l'information. Dans le même temps, le sort des milliers de salariés qui ont appris la suppression de leur emploi au cours de la semaine est traité à minima.

Pis encore, la folle semaine de Serge Dassault est quasiment passée sous silence. A quarante-huit heures d'intervalle l'avionneur voit son immunité parlementaire préservée par le bureau du Sénat par une conjonction d'élus de droite et d'un traître à l'éthique de gauche, puis se voit offrir un cadeau d'un milliard d'euros pour sauver son Rafale qui n'a jamais été vendu.

Et ce scandale d'Etat n'est même pas relevé par les éditocrâtes aux ordres des actionnaires, y compris ceux du service public.

Dans le même temps, on apprend que le Projet de Loi sur la protection des sources des journalistes n'est plus d'actualité et la discussion repoussée à des jours meilleurs, sur injonction de deux ministres et notamment du Ministre de l'intérieur.

Ce dernier doit jubiler, il peut se payer la tête des journalistes et se servir d'eux pour sa campagne de communication !

Les citoyens ont droit à une autre information, digne d'une vraie démocratie, digne du pays des Lumières.

Il est temps que les journalistes passent de l'indignation à la révolte et imposent une vision citoyenne de l'information, libérée du carcan de l'argent et des intérêts communicationnels des politiques et des milieux patronaux.